

Unité départementale du Hainaut
Parc d'activités de l'aérodrome
BP800
59309 Valenciennes Cedex

Valenciennes, le 09/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAISON MENISSEZ SA

Z.I. de Gréveaux les Guides
59750 Douzies Feignies

Références : 2026-V1-039
Code AIOT : 0007001955

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2025 dans l'établissement MAISON MENISSEZ SA implanté Z.I. de Gréveaux les Guides 59750 Feignies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAISON MENISSEZ SA
- Z.I. de Gréveaux les Guides 59750 Feignies
- Code AIOT : 0007001955
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est autorisé à exploiter par arrêté préfectoral du 12 novembre 1998 modifié notamment les rubriques principales suivantes soumises à autorisation :

- fabrication de pains, baguettes précuites sous vide pour une capacité de produits entrants de 268,75 t/j (rubrique n°2220),
- emploi d'ammoniac (rubrique 1136 devenue 4735).

Le site est autorisé pour 15 lignes de production de fabrication industrielle :

- 6 lignes de pain précuit sous vide,
- 8 lignes de pain précuit surgelé,
- 1 ligne de pain ciabatta.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Cessation d'activité ICPE	Code de l'environnement du 03/10/2025, article R. 512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétention	AP de Mise en Demeure du 19/08/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	AP de Mise en Demeure du 19/08/2024, article 1	Levée de mise en demeure
3	Modalités de prélèvements	AP de Mise en Demeure du 19/08/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que les tours aéroréfrigérantes présentes sur le site ont été arrêtées, démontées et évacuées, et qu'elles ont été remplacées par des systèmes de refroidissement de type adiabatique. Aucune installation relevant de la rubrique ICPE relative aux TAR n'est désormais exploitée sur le site. En conséquence, les prescriptions techniques applicables aux tours aéroréfrigérantes, notamment celles relatives à l'analyse méthodique des risques et aux modalités de prélèvements, sont devenues sans objet. Au regard de l'arrêt définitif et du démantèlement complet des installations concernées, et du respect des autres dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 19/08/2024, **l'inspection propose d'abroger cet arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/08/2024.**

Toutefois, l'exploitant n'a pas procédé à la notification officielle de cessation d'activité prévue par le Code de l'environnement pour une installation soumise à autorisation. L'inspection retient ainsi un non-respect des obligations réglementaires relatives à la procédure de cessation d'activité et

demande la régularisation administrative de cette situation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/08/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : La société MAISON MENISSEZ, dont le siège social est situé à FEIGNIES (59750) zone industrielle de Grévaux les Guides n°3 Parc des Longuenelles, exploitant une installation de boulangerie industrielle à la même adresse est mise en demeure de respecter les dispositions : « de l'article 22.I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé en plaçant sur rétention d'un volume adéquat tout produit liquide susceptible de créer une pollution des eaux et des sols et dans de bonnes conditions, sous un délai maximal de huit jours à compter de la date de notification du présent arrêté."
Constats : L'exploitant a transmis un courrier de réponse le 9 juin 2023 relatif à la mise en place de nouvelles rétentions dans la zone carrier. Lors de la visite, l'inspection constate que l'ensemble des bidons et fûts est stocké sur des rétentions : <ul style="list-style-type: none">• Pour les bidons de 20 L, le maximum observé sur une rétention de 415 L est de 18 bidons (360 L). Le volume de rétention est donc supérieur au volume stocké.• Pour les fûts de 200 L, ils sont stockés par deux sur une rétention de 415 L. L'inspection constate que le volume de rétention est au moins égal à 100 % du volume des produits stockés.• Aucun bidon ni fût ne déborde de sa rétention.• Les rétentions sont vides. Conclusion Sur la base des éléments constatés par sondage, l'exploitant est en conformité avec les dispositions réglementaires relatives à la mise en place et à l'utilisation des rétentions. L'arrêté de mise en demeure est respecté sur ces points.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/08/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : La société MAISON MENISSEZ, dont le siège social est situé à FEIGNIES (59750) zone industrielle de Grévaux les Guides n°3 Parc des Longuenelles, exploitant une installation de boulangerie

industrielle à la même adresse est mise en demeure de respecter les dispositions : "de l'article 26.11.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé en réalisant une analyse méthodique des risques complète, sous un délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;"
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les TAR n°11, 6 et 7 ont été arrêtées et démantelées. Le site ne dispose plus de tours aéroréfrigérantes (TAR) et a entièrement basculé sur des systèmes adiabatiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> • TAR n°11 arrêtée et démantelée depuis le 30/09/2025. • TAR n°6 et n°7 arrêtées et démantelées depuis le 30/10/2025. • Au départ, 12 TAR étaient en fonctionnement. <p>Conclusion La prescription relative à la réalisation d'une analyse méthodique des risques (AMR) pour les tours aéroréfrigérantes, prévue par l'article 26.11.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, n'est plus applicable du fait de la disparition des installations concernées. L'arrêté de mise en demeure du 19/08/24 est donc respecté sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Modalités de prélèvements

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/08/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de prélèvements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société MAISON MENISSEZ, dont le siège social est situé à FEIGNIES (59750) zone industrielle de Grévaux les Guides n°3 Parc des Longuenelles, exploitant une installation de boulangerie industrielle à la même adresse est mise en demeure de respecter les dispositions : "de l'article 26.1.2.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé en réalisant une fiche de stratégie de traitement complète, sous un délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté."</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les tours aéroréfrigérantes ont été arrêtées, démontées et évacuées du site, • aucune installation nécessitant des injections de biocide n'est plus présente. <p>Conclusion La prescription relative aux modalités de prélèvements après injection de biocide, prévue par l'article 26.1.2.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, est devenue sans objet, compte tenu de la suppression des installations concernées. L'arrêté de mise en demeure du 19/08/24 est donc respecté sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Cessation d'activité ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 03/10/2025, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité de la rubrique 2921
Prescription contrôlée : <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'auxdites mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection, il est constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none">• les tours aéroréfrigérantes (TAR) n°6, n°7 et n°11 ont été arrêtées,• ces installations ont été démantelées et évacuées du site,• le site a basculé vers des systèmes de refroidissement de type adiabatique,• aucune tour aéroréfrigérante n'est désormais présente ni exploitée. <p>L'inspection considère que cette situation correspond à la cessation d'activité d'une rubrique ICPE complète, au sens du Code de l'environnement.</p> <p>À ce jour, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">• n'a pas transmis de notification officielle de cessation d'activité au préfet,• n'a pas engagé formellement la procédure prévue par le Code de l'environnement pour une installation soumise à autorisation. <p>Conformément aux articles R.512-39-1 et suivants du Code de l'environnement, l'arrêt définitif d'une installation classée soumise à autorisation impose notamment à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">• de notifier au préfet la cessation d'activité,• de décrire les mesures prises ou prévues pour la mise en sécurité,• d'engager les étapes réglementaires de mise en sécurité,• de transmettre le cas échéant les attestations prévues (ATTES sécurité, mémoire de réhabilitation, etc.). <p>L'absence de notification constitue un manquement aux obligations réglementaires relatives à la</p>

cessation d'activité.

Conclusion

L'inspection constate que l'exploitant a procédé matériellement à l'arrêt et au démantèlement des TAR sans avoir engagé formellement la procédure administrative de cessation d'activité prévue par le Code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant :

- de transmettre au préfet du Nord, **sous un délai maximal d'un mois**, une notification officielle de cessation d'activité de la rubrique ICPE relative aux tours aéroréfrigérantes, conformément aux articles R.512-39-1 et suivants du Code de l'environnement.

À défaut de transmission de cette notification dans le délai imparti, l'inspection proposera à Monsieur le Préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à ses obligations réglementaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois